

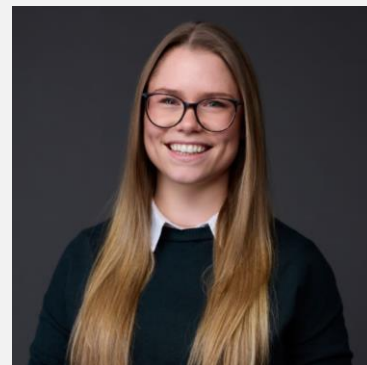
Attractivité des talents : concurrence accrue entre les régions du Québec

Mensuel économique d'avril 2026

Le commentaire de notre économiste Alexandra

Dans un contexte de croissance démographique limitée, les perspectives économiques des régions québécoises reposent de plus en plus sur leur capacité à attirer et à retenir les travailleurs et les ménages. Les projections démographiques soulignent l'importance croissante de la migration interne, accentuant la concurrence entre les régions et renforçant le rôle stratégique de l'attractivité territoriale.

Sur le plan conjoncturel, le marché du travail canadien a affiché une stabilité des indicateurs de taux de chômage et d'activité, bien que des disparités provinciales soient observables. De plus, la persistance du conflit en Iran et les perturbations intermittentes des voies d'approvisionnement continuent d'alimenter un climat d'incertitude sur les marchés financiers et l'économie mondiale. Les données d'inflation de mars indiquent un taux de 2,9 % au Québec, une progression de 0,04 p.p. par rapport à février, alimentée par la composante d'énergie affichant une hausse mensuelle marquée de 12,3 %. Cette dynamique constitue ainsi un élément de risque à surveiller, pouvant influencer le pouvoir d'achat des ménages et l'environnement macroéconomique à court terme.



Alexandra Lareau

Conseillère et économiste

alexandra.lareau@mallette.ca

Actualité économique

Virage démographique et concurrence territoriale : l'attraction et la rétention de talents comme levier stratégique

Le Québec a amorcé, depuis 2024, un **virage démographique marqué par un accroissement naturel négatif de la population**, notamment sous l'effet combiné du vieillissement démographique et de la révision à la baisse des seuils d'immigration.

Dans ce contexte, les projections démographiques les plus récentes anticipent une croissance limitée (0,9 %) de la population d'ici 2051. Les perspectives régionales indiquent par ailleurs qu'**une part importante de cette croissance proviendra des flux migratoires internes**, révélant une dynamique démographique marquée par une **concurrence territoriale accrue**, expliquée par un jeu redistributif entre les régions.

Entre 2018 et 2022, **10,7 % des ménages au Canada ont déménagé vers une autre municipalité**. Les principaux motifs évoqués concernent l'accès à la propriété (22,1 %), l'obtention d'un logement plus grand ou de meilleure qualité (20,6 %), l'emploi (15,4 %), les changements dans la taille du ménage (13,4 %) et la réduction du temps de déplacement (12,4 %). Ces résultats

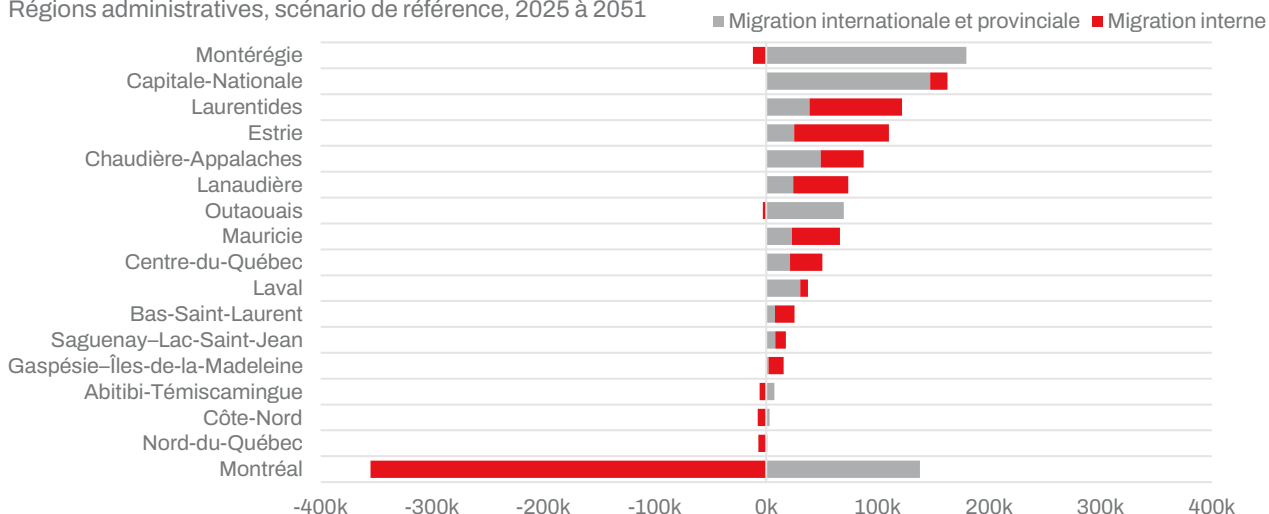
confirment que **les décisions de relocalisation des ménages reposent sur un arbitrage multidimensionnel**, intégrant simultanément l'accès au logement, le revenu réel, la qualité de vie, l'offre de services et les perspectives du marché du travail.

Ainsi, la capacité des régions à attirer et à retenir les travailleurs et les ménages devient un levier stratégique essentiel pour favoriser le développement économique du territoire. À cette fin, les régions peuvent **s'appuyer sur quatre axes clés** afin d'obtenir un portrait intégré de leur attractivité et de suivre l'évolution de leur positionnement : l'offre et l'adéquation du logement, le coût de la vie et le revenu réel, la disponibilité et la qualité des services, ainsi que le dynamisme et la diversité du marché du travail.

Face à une croissance démographique limitée, le **rôle de la productivité dans la croissance économique se trouve mécaniquement renforcé**. Pour accélérer leurs décisions d'investissement, les entreprises ont besoin d'un **écosystème d'affaires propice à la rentabilisation efficace de leurs investissements**.

Ventilation du solde migratoire cumulé d'ici 2051

Régions administratives, scénario de référence, 2025 à 2051



Inflation

Inflation canadienne

En mars 2026, l'inflation canadienne s'est établie à 2,4 %, représentant une augmentation de 0,6 p.p. par rapport à l'inflation de février, ce qui interrompt la tendance à la baisse observée le mois dernier.

L'ensemble des provinces a enregistré une augmentation de l'inflation par rapport au mois précédent. Les tensions persistantes au Moyen-Orient continuent d'alimenter l'incertitude sur les marchés, notamment en exerçant une pression importante sur le prix de l'essence et plus largement de l'énergie.

Le Québec a affiché la variation la plus limitée, respectivement de 0,04 p.p., tout en demeurant une province avec un taux d'inflation supérieur à la moyenne canadienne.

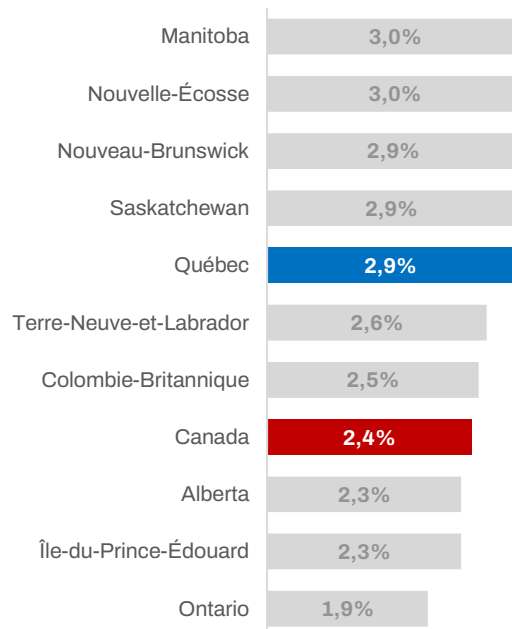
Inflation québécoise

En mars, l'inflation au Québec s'est établie à 2,9 %, affichant une très légère augmentation par rapport au mois de février.

Bien que la composante des transports ait continué d'exercer une pression importante sur l'inflation globale, cette dernière est atténuée par les vêtements et chaussures, les dépenses courantes, les loisirs, formation et lecture et les boissons alcoolisées et produits du tabac. En effet, l'essence, une sous composante des

Taux d'inflation par province

Inflation annuelle, mars 2025 à mars 2026, %

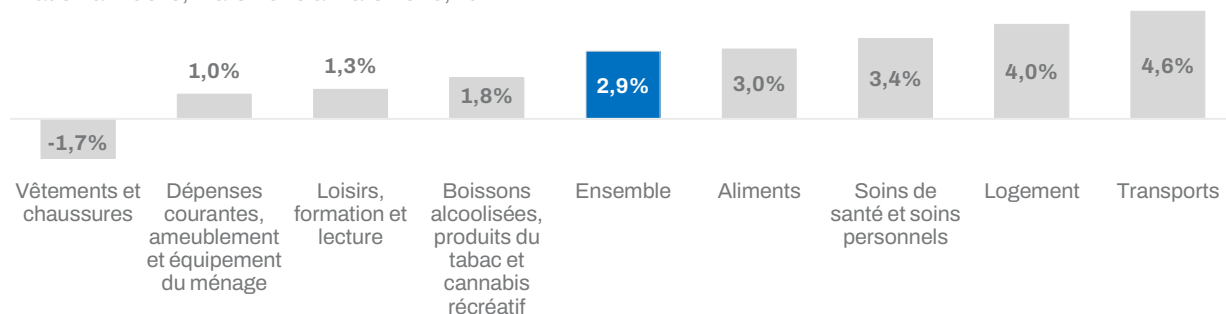


transports, à fortement tiré l'inflation vers le haut avec une variation annuelle de 18,5 %, soit une augmentation de 19,5 p.p. sur un mois.

En plus de la flambée du prix de l'essence, le logement demeure un moteur important de l'inflation avec les soins de santé et soins personnels et les aliments. Chacune de ces composantes continue d'accroître la pression sur les ménages québécois.

Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens et services

Inflation annuelle, mars 2025 à mars 2026, %

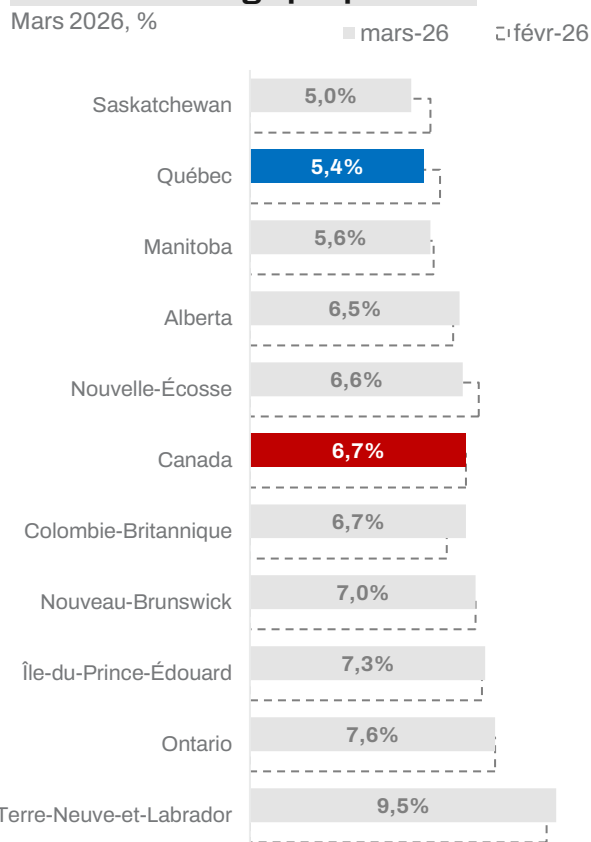


Taux de chômage

Au mois de mars 2026, le **taux de chômage au Canada est demeuré stable à 6,7 %**, tandis que le **taux d'activité s'est maintenu à 64,9 %**. On observe toutefois des disparités entre les provinces : quatre ont enregistré une baisse du taux de chômage, quatre une hausse, et deux sont demeurées inchangées. Malgré tout, huit provinces ont enregistré une progression du taux d'activité, reflétant une plus grande participation au marché du travail.

- La **Saskatchewan** se démarque avec le recul le plus marqué du taux de chômage (-0,6 p.p.), accompagné d'une légère hausse du taux d'activité (0,1 p.p.)
- Le **Québec** a également enregistré une diminution du taux de chômage (-0,5 p.p.), bien que son taux d'activité ait légèrement reculé
- Le **Manitoba** se distingue pour sa part par une combinaison favorable, avec une baisse du taux de chômage (-0,1 p.p.) et une forte progression du taux d'activité (0,8 p.p.)
- L'**Île-du-Prince-Édouard** est la seule province à avoir observé un repli simultané du taux de chômage et du taux d'activité

Taux de chômage par province



Marchés financiers

Alors que les résultats de mars reculent par rapport à février, **le bilan du premier trimestre de 2026 révèle des trajectoires boursières contrastées**. Les actions canadiennes affichent un rendement plus favorable que leurs homologues américaines. La vigueur du secteur énergétique, combinée à une demande mondiale soutenue pour les ressources, à des contraintes persistantes du côté de l'offre et aux tensions géopolitiques, contribue à **maintenir les prix des matières premières à des niveaux élevés, au bénéfice du marché canadien**.

Aux États-Unis, les grandes entreprises technologiques, qui ont longtemps porté la

performance des marchés, montrent des signes de ralentissement dans un contexte d'attentes élevées, de pressions sur les coûts, de contraintes d'approvisionnement et d'un rythme de déploiement plus lent qu'anticipé de certaines innovations.

Ce contraste met en évidence un principe clé en investissement. Même après une période prolongée de surperformance, aucun marché ne conserve durablement sa position dominante. D'où **l'importance de diversifier ses placements, tant sur le plan géographique que sectoriel**, les moteurs de performance pouvant évoluer rapidement selon les cycles économiques.

Marchés financiers au 31 mars 2026

Rendement (%)	1 mois	AAD	1 an	5 ans	10 ans
ACTIONS					
SGP/TSX	- 3,1 %	3,1 %	30,8 %	14,8 %	12,7 %
SGP 500	- 5,0 %	- 4,3 %	17,8 %	12,1 %	14,2 %
NASDAQ 100	- 4,9 %	- 6,0 %	23,1 %	12,6 %	18,1 %
MSCI – EAFE	- 8,2 %	0,5 %	17,6 %	10,2 %	9,2 %
REVENU FIXE					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	- 2,0 %	0,2 %	0,8 %	0,7 %	1,8 %

SOURCE | LSEG, Mallette.

Pétrole

En mars 2026, le prix du baril de pétrole s'échangeait à **103,13 USD, représentant une croissance de 45,5 % par rapport à février**, expliqué par l'escalade du conflit en Iran et par la fermeture du détroit d'Ormuz.

Depuis le début d'avril, l'amorce de discussions diplomatiques a toutefois contribué à atténuer certaines tensions sur les marchés, entraînant un repli partiel des cours du Brent. Néanmoins, la **situation demeure hautement instable**.

La brève réouverture du détroit d'Ormuz, suivie de sa fermeture à nouveau au cours de la

journée de samedi (18 avril), rappelle la **fragilité du marché actuel, et maintient un niveau élevé d'incertitude quant à l'évolution des prix de l'énergie à court terme**.

Prix du baril

Brent, mars 2026

103,13 USD



+ 45,5 % Par rapport à février 2026

+41,8 % Par rapport à mars 2025

SOURCES | Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Banque du Canada, Comité national routier, Yahoo Finance, analyse Mallette.